



VOUS AVEZ DIT DIALOGUE SOCIAL LOYAL, TRANSPARENT ET EQUITABLE ?

Nous voilà convoqués ce jour au CCE après celui du 30/10/2017 qui reposait essentiellement sur la stratégie de PE en 2018. Depuis, la presse s'est faite écho de nombre de transformations à venir au sein de notre Institution. Nous sommes inquiets et nous nous interrogeons sur l'utilité de nos réunions ici au regard de l'insincérité des informations et des niveaux qui nous sont délivrés.

Par exemple, la semaine dernière nous apprenions par un discret communiqué relayé par l'AFP que la Ministre du Travail mettait fin à la publication mensuelle des chiffres du chômage. Parallèlement, nous apprenions que ces statistiques seraient maintenues en diffusion interne à PE. Le SNU considère cet exercice quelque peu schizophrénique, il ne s'agit pas semble-t-il de casser le thermomètre mais plutôt de le dissimuler à l'aune des projections INSEE qui prédisent une hausse conséquente du nombre d'inscrit à PE pour l'année prochaine. Nous demandons à la DG de nous informer et de respecter les dispositions légales en vigueur !

Autre exemple, celui relatif au contrôle des demandeurs d'emploi par Pôle emploi. Vous nous avez dit n'avoir aucun élément en votre possession tant au CCE dernier que durant les 4 CCE du premier semestre. Vous avez pourtant communiqué un bilan quantitatif et qualitatif à la presse la semaine dernière et hier, et avez présenté ce bilan au CA hier matin. Aujourd'hui, ce point est le dernier à l'ODJ et nous n'avons aucun document d'information !

Le SNU tient à rappeler la situation réelle de notre pays en terme de chômage : nous comptons un peu plus de 6 millions d'inscrits. Plus de 3 millions en catégorie A et le nombre de DE inscrits depuis plus de 12 mois et 24 mois sans aucune activité ne cesse d'augmenter.

Face à cette charge de travail, le parlement vient d'entériner définitivement le PLF 2018 et son lot de suppression d'emploi à Pôle emploi. Ainsi, notre institution se voit amputée de 297 postes et nous ne savons toujours pas quelles modalités de gestion vont être appliquées pour assurer cette commande budgétaire (Licenciements ? Non remplacements de départs à la retraite ? Quels services concernés ? Dans quels établissements ?). Enfin, le SNU rappelle à toutes fins utiles que la suppression de près de 2000 contrats aidés à Pôle emploi soit 1200 ETP est également confirmée.

Enfin, quid de nos missions de Service Public ? Nous avons déjà les prémices de la casse des missions et des services statistiques qui se préfigure. Nous sommes très inquiets de l'avenir de la mission orientation au regard des travaux relatifs à la réforme de la formation professionnelle engagés par le gouvernement. Pôle emploi aura-t-il encore un rôle à jouer en tant qu'opérateur du CEP ?

Et que dire des conséquences qu'auront la réforme de l'assurance chômage et la pulvérisation de l'UNEDIC telles que programmées ?

Tous ces sujets sont restés sous le boisseau lors de la présentation de la stratégie 2018 par le DG lui-même lors du CCE du 30/10/2017. Alors Monsieur le président, nous n'acceptons pas d'être les pantins de cette direction, qui d'un côté dit vouloir agir dans un esprit constructif et utile socialement et qui de l'autre ne cesse de répondre aux injonctions politiques jupitériennes nombreuses, incessantes et extrêmement libérales sans même se soucier de la représentation du personnel.